Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada : les installations culturelles, sportives et des loisirs, et les actifs relatifs au logement social et abordable public, 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mardi 27 septembre 2022

Les infrastructures culturelles, sportives et de loisirs ainsi que les logements sociaux et abordables jouent un rôle clé dans la qualité de vie des Canadiens. En 2020, les gouvernements locaux, régionaux, provinciaux et territoriaux du Canada ont fourni aux communautés 5 060 piscines, 5 761 installations d'art et de culture, 7 569 patinoires, 34 346 km de sentiers, ainsi que de nombreux terrains de sport intérieurs et extérieurs et d'autres installations. Les gouvernements canadiens — provinciaux, territoriaux, régionaux et locaux — jouent également un rôle clé dans la fourniture de logements sociaux et abordables afin de satisfaire les besoins fondamentaux des Canadiens à faible revenu. En 2020, ils ont déclaré un total de 312 523 unités de logements sociaux et abordables publics.

Tableau 1 Nombre d'installations culturelles, sportives et de loisirs de propriété publique, selon le type d'installation, Canada, 2020

	2020
	nombre
Total des installations culturelles, sportives et de loisirs	81 682
Patinoires	7 569
Piscines	5 060
Installations d'art et de culture	5 761
Autres installations récréatives intérieures	8 146
Autres installations récréatives extérieures	55 148
Sentiers pavés et non pavés (en kilomètres)	34 346

Source(s): Tableau 34-10-0065-01.

Les petites municipalités rurales représentent une part plus importante des nouvelles installations

En 2020, un cinquième des installations culturelles, sportives et de loisirs publiques appartenaient à des municipalités rurales de moins de 5 000 habitants, où habite 6 % de la population canadienne. Près d'un tiers (32 %) de ces actifs ont été installés depuis 2010. En fait, près des deux cinquièmes de toutes les installations (37 %) et plus des deux tiers des installations d'art et de culture (68 %) construites en 2019 et 2020 ont été déclarées par ces petites municipalités rurales.

Les stocks de piscines et de patinoires augmentent rapidement au Québec

Les municipalités québécoises ont déclaré plus de la moitié des piscines et des patinoires (53 %) installées en 2019 et 2020. Le rythme de construction de ces installations au Québec continue d'augmenter. La moyenne était de 105 nouvelles installations par année de 2000 à 2020, par rapport à 63 en Ontario.





Le type de logements sociaux et abordables publics varie selon la région géographique

Environ trois cinquièmes des logements sociaux et abordables publics dans les territoires, où la densité de population est la plus faible au Canada, sont des maisons jumelées ou individuelles. En revanche, plus des trois quarts des logements sociaux et abordables publics dans les provinces les plus peuplées, c'est-à-dire l'Ontario et le Québec, se trouvent dans des immeubles d'appartements.

Une plus grande part des logements sont des logements sociaux et abordables publics dans les territoires

Les trois territoires, à savoir le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, comptent la plus grande proportion de logements qui sont des logements sociaux et abordables publics. Les 5 438 logements sociaux et abordables publics du Nunavut représentent près de la moitié (46 %) du nombre de logements du Recensement de 2021 dans le territoire. Les Territoires du Nord-Ouest (14 %) et le Yukon (5 %) enregistrent les deuxième et troisième ratios les plus élevés de logements classés comme logements sociaux et abordables publics. En revanche, alors que les gouvernements de l'Ontario possédaient 43 % de tous les logements sociaux et abordables publics du pays en 2020, ceux-ci représentaient 2 % du total des logements en 2021 dans cette province.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada pour l'année 2020 a été menée en partenariat avec Infrastructure Canada. Les données portent sur des sujets comme le stock, l'état et le rendement des infrastructures essentielles publiques ainsi que sur les pratiques de gestion des actifs des propriétaires.

Tout au long de cette diffusion, l'expression « de propriété publique » désigne un actif détenu ou loué par les ordres de gouvernements provinciaux, territoriaux, régionaux et locaux.

Les résultats de l'enquête englobent neuf types d'actifs (transport en commun; routes; ponts et tunnels; eau potable; eaux pluviales; eaux usées; déchets solides; installations de culture, loisirs et sports; logement public social et abordable).

Les données sont fondées sur les réponses d'environ 2 260 organisations gouvernementales. Les organisations suivantes sont comprises dans l'enquête :

- ministères et organismes provinciaux et territoriaux;
- · administrations publiques régionales;
- municipalités urbaines et rurales (à l'exclusion des collectivités des Premières Nations);
- certaines sociétés d'État provinciales et sociétés de transport en commun.

Les inventaires des stocks de l'année de référence 2018 pour les municipalités peuvent être surestimés. Les subdivisions de recensement, y compris les régions non organisées et non constituées, ont été incluses dans la base de sondage, tandis que seules les organisations constituées ont été incluses pour 2020. Les données des années précédentes pourraient être révisées à une date ultérieure pour refléter cette nouvelle méthodologie.

Les répondants ont recu l'échelle de classement suivante lorsqu'on leur a demandé d'évaluer l'état physique général de leurs actifs :

Très mauvais: La majeure partie ou la totalité de l'actif doit être immédiatement remplacée. L'actif présente un risque pour la santé et la sécurité, qui pose un risque potentiel pour la sécurité du public, ou l'actif ne peut être utilisé ou exploité sans entraîner de risque pour le personnel. L'actif doit faire l'objet de travaux majeurs ou être remplacé de toute urgence.

Mauvais: Il est probable que l'actif connaîtra une défaillance et il nécessite d'importants travaux à court terme. L'actif peut à peine être utilisé. L'actif ne pose aucun risque immédiat pour la santé ou la sécurité.

Passable: Une importante détérioration est évidente; des composantes mineures ou des sections isolées de l'actif doivent être remplacées ou réparées maintenant, mais l'actif est encore utilisable et fonctionne de manière sécuritaire à un niveau de service adéquat.

Bon: L'actif présente un état physique acceptable; l'actif présente un risque minime de défaillance à court terme, mais il pourrait se détériorer à long terme. Seuls des travaux mineurs sont requis.

Le Quotidien, le mardi 27 septembre 2022

Très bon : L'actif présente un bon état physique. L'actif ne présente pas de risque de défaillance à court terme et aucun travail n'est requis.

L'accès sans obstacles signifie l'absence d'obstacles qui permet à une personne ayant une incapacité physique ou sensorielle d'accéder de façon sécuritaire aux immeubles et d'en utiliser les services et installations, incluant les immeubles ayant une entrée sans obstacles et un parcours sans obstacles.

Les termes « Canadiens » désignent les personnes qui résident au Canada, sans égard au statut de citoyenneté.

Tableaux disponibles: 34-10-0065-01, 34-10-0067-01, 34-10-0178-01 à 34-10-0191-01, 46-10-0001-01, 46-10-0002-01 et 46-10-0009-01 à 46-10-0016-01.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5173.

Pour obtenir plus de renseignements à propos des raisons pour lesquelles cette enquête a été menée, et sur la façon dont les résultats de l'enquête seront utilisés dans l'élaboration de politiques et de programme en matière d'infrastructure et dans la prise de décision d'investissement, communiquez avec Infrastructure Canada au 613-948-1148 ou composez sans frais le 1-877-250-7154 (infc.info.infc@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias d'Infrastructure Canada au 613-960-9251 (infc.media.infc@canada.ca).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).